



## Compte rendu SUD CE Pôle Sud Ouest du 21 novembre 2014

**« L'information importante selon nous est qu'au-delà de ces dernières économies, il n'y a plus, à activité et organisations constantes, d'économies supplémentaires significatives réalisables sur les dépenses réelles. »**

*(Extrait du rapport SECAFI sur les comptes 2013 du pôle sud ouest)*

Voilà, on en est là.

Qu'on ne vienne pas dire que c'est le Syndicat SUD qui est porteur de mauvaises nouvelles, qu'il passe son temps à critiquer les mauvais choix de l'entreprise et à démoraliser les salariés.

Il ressort du rapport d'expertise SECAFI présenté aux élus que tous les efforts imaginables ont déjà été faits, qu'il n'y a quasiment plus de marge sur les non permanents pour réduire encore la masse salariale, alors que dans le même temps France Télévisions notifie un budget en baisse au niveau des pôles alors que les dépenses augmentent mécaniquement, ne serait-ce que pour entretenir les bâtiments...

Une fois encore, on a l'impression que le paquebot FTV navigue à vue, qu'aucun cap n'est clairement défini, et surtout que les objectifs sont purement comptables : **faites des économies**, en Euros et en ETP. Il n'est pas question d'offre éditoriale pertinente, ce qu'il faut, c'est travailler plus pour dépenser moins, tout en essayant de faire rentrer de l'argent, quitte à « balancer » un écran publicitaire régional à 20h15, associé à aucune offre éditoriale sérieuse.

Dans ces conditions notre gouverneur ne peut qu'avouer : **« On est un rouage dans le mécanisme »**. Il va même jusqu'à rêver d'une « révolution » qui viendrait changer *« radicalement les règles »* alors qu'*« on est dans une restructuration non-stop »*. Il ne développe pas davantage mais on sent bien que pour lui, la révolution serait d'aller vers plus de polyvalence et plus de flexibilité.

Pour SECAFI aussi, il faudrait changer le mode de fonctionnement et surtout le mode de pensée qui y conduit. France Télévisions n'a plus de monopole comme diffuseur (on nous a assez rabâché que nous devons faire face à une forte concurrence) et devrait se concentrer sur ses contenus pour

pouvoir être présent sur le net. Pour SECAFI, la concurrence ce ne sont plus les chaînes de télévision mais les diffuseurs de contenu sur le web (google, netflix...). En résumé on ne sait pas valoriser nos productions et on se fait piquer les droits par le privé. Malheureusement, **« le discours actuel c'est d'abord comment économiser au lieu de dire comment faire les meilleurs programmes possibles »**.

L'année 2015 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices. Au 21 novembre 2014, le pôle ne sait toujours pas sur quel budget il va pouvoir compter en 2015. Seule certitude : de nouvelles économies à prévoir. Qu'on en juge : pour François Masselin, notre grand financier c'est **« Paris qui décidera »** où doivent se faire les économies ; pour Gérard Vallès c'est la prudence qui est de mise, il se réjouit de pouvoir relancer Cap Sud Ouest, en précisant que le modèle économique va être revu, il espère pouvoir **« préserver les programmes de qualité »**, n'envisage pas un passage en quotidienne des émissions matinales du vendredi auxquelles il n'était déjà pas favorable, mais si Paris exige, il lui faudra bien obtempérer.

A part cela, la vie suit son cours.

Les élus sont sollicités pour valider le départ de salariés protégés dans le cadre du PDV. Comme à chaque fois les élus SUD s'abstiennent : ils ne s'opposent pas au départ de ceux qui en ont fait la demande, mais ils répètent qu'ils ne sont pas favorables au PDV qui entraîne la suppression de postes de personnels opérationnels, qui n'a pas d'autre objectif que de faire des économies, sans mesurer les conséquences au quotidien pour les salariés restants.

Les élus doivent aussi rendre un avis sur le Projet de rapport de situation comparée Femmes/Hommes (anciennement rapport égalité professionnelle). Les données chiffrées ne permettent pas une étude comparative au fil des ans, alors que la loi l'oblige. Rien ne change malgré les belles paroles. L'avis est, sans surprise, négatif.

Une bonne nouvelle pour finir : après 10 mois de retard, les élections des CHSCT vont avoir lieu prochainement. Sur proposition de SUD, Bruno Girault s'engage à lancer le processus électoral en échange de quoi, les syndicats SUD et SNJ signeront une prorogation des mandats, le temps d'organiser ce vote, pour éviter toute vacance des instances CHSCT qui ont fort à faire en matière de risque psychosocial.

**Tirade d'or du jour :**  
**« On pense qu'il y aura un nouveau plan d'économies. »**  
Stéphane Bigata, l'expert SECAFI présent à Bordeaux

Et vous, vous le voyez comment l'avenir ?

Vos élus et représentants : AL Tuillon, M. Lehoux, C. Havot